

## Expression Publique

Mouvement chrétien et d'éducation populaire, le CMR enracine ses fondements et son action dans la foi chrétienne et la Pensée Sociale de l'Eglise. Association autonome de chrétiens, les initiatives du CMR relèvent aussi des orientations nationales du mouvement fixées pour la période 2010-2020 : « Créateurs d'une autre humanité, passeurs d'espérance ».

Les membres du CMR s'appuient sur des déclarations des évêques de France qui affirmaient dans un texte (1999) : « Tout chrétien a vocation à témoigner de la foi qui l'anime dans toutes les sphères de son existence. », texte enrichi en 2006 par une nouvelle déclaration dans laquelle les évêques affirmaient : « la fraternité est un objectif qui donne sens à la vie sociale et qui invite à l'action politique. »

En octobre 2011, dans la perspective des élections de 2012, les évêques ont publié un texte invitant les chrétiens au discernement.

Forts de ces encouragements, les chrétiens du CMR 44 affirment que la priorité absolue est de mettre l'Homme au cœur des enjeux et des choix de société en privilégiant quatre éléments essentiels : **la cohésion sociale et le vivre ensemble, une économie au service de l'Homme, une planète préservée, une démocratie plus juste.**

En matière de **cohésion sociale**, nous sommes convaincus que l'Ecole est un vecteur privilégié du vivre ensemble et qu'elle doit redevenir une priorité de l'Etat. Nous défendons le droit au logement pour tous, notamment par le plafonnement des prix de l'immobilier. Nous voulons affirmer le droit au travail pour tous et considérons essentiel de mener une politique active de retour à l'emploi. Nous défendons enfin le droit à la santé pour tous, en préservant en milieu rural l'offre de services de Santé et l'accès aux soins.

Une **démocratie plus juste** est le gage d'une meilleure cohésion sociale. Promouvoir une éducation à la citoyenneté tout au long de la vie, supprimer le cumul des mandats et les limiter à un seul renouvellement, viser une plus grande mixité des élus, valoriser le statut des élus locaux, développer les lieux d'informations et d'échanges, ainsi que le rôle des corps intermédiaires (associations, syndicats...) : tels sont les éléments qui nous semblent primordiaux.

En termes d'**économie**, nous estimons qu'en menant une réforme de la fiscalité plus juste, en supprimant les paradis fiscaux et en taxant les transactions financières, nous pourrions remettre l'argent au service du développement et réduire les inégalités qui minent la cohésion sociale. Nous pensons que chacun a droit à un revenu décent et que les entreprises créatrices d'emploi doivent être encouragées.

Pour une **planète préservée**, nous affirmons qu'il est urgent et nécessaire d'adopter des comportements économes en énergie. Nous croyons qu'il faut favoriser une agriculture respectueuse de la nature et de la santé. L'espace rural doit être protégé et l'étalement urbain limité. Les enfants doivent être sensibilisés dès le plus jeune âge au développement durable.

Aujourd'hui, nous avons un défi à relever : construire une société nouvelle. Ensemble, soyons **porteurs d'espoir et créateurs d'une autre humanité**. Le vote aux prochaines élections participe à ce défi.